

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 15/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SILOR (ex SILVANT - ex CBD)

22 Rue de Grammont
25450 Damprichard

Références : UID257090/SPR/EDB 2025 – 0513B
Code AIOT : 0005906291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2025 dans l'établissement SILOR (ex SILVANT - ex CBD) implanté 1 rue victor Mauvais 25120 Maîche. L'inspection a été annoncée le 25/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a pour objectif le contrôle de certains points qui avaient fait l'objet de constats de non-conformités lors des visites d'inspection du 23/02/2023 et du 21/03/2025, et qui n'ont pas fait l'objet de réponses satisfaisantes de la part de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SILOR (ex SILVANT - ex CBD)
- 1 rue victor Mauvais 25120 Maîche

- Code AIOT : 0005906291
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SILOR est implantée sur son site de MAÎCHE au 1 rue Victor Mauvais. La société SILOR est une filiale du groupe SILVANT dont le siège social est à Damprichard. L'activité sur le site consiste à proposer en interne au groupe SILVANT les finitions argent, or, or rose, rhodium et palladium qui confèrent aux pièces métalliques des propriétés répondant aux exigences et aux souhaits esthétiques de créateurs de marques de luxe.

Le site accueille désormais les activités du groupe SILVANT de travail mécanique des métaux et de soudage.

La société emploie environ 32 salariés sur ce site.

Des travaux sont en cours sur les bâtiments afin d'accueillir l'ensemble des activités du groupe SILVANT au cours de l'année 2025. Le site hébergera donc prochainement les activités de contrôle qualité, montage et polissage du groupe SILVANT et l'activité de thermolaquage de la filiale SILAC. A termes, le site sera occupé par environ 300 salariés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/03/1989, article 20.3	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
2	Rétentions et bassin de confinement – traitement de surfaces	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > III	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
3	Rétentions et bassin de confinement – travail mécanique des métaux	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.11	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
4	Documents pour les secours	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 12.IV	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

4 non-conformités ont été relevées :

- Le site ne dispose pas d'un débit de 90 m³/h pendant 2h à moins de 200 mètres de toutes ses installations (traitement de surface et travail mécanique des métaux) dont 60 m³/h pendant 2h à moins de 100 mètres. La défense extérieure contre l'incendie n'est pas suffisante.
- Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie dans l'usine de traitement de surface et l'installation de traitement des effluents aqueux (eaux d'extinction) ne sont pas collectées par un dispositif de rétention adapté et correctement dimensionné. L'exploitant ne dispose pas des justificatifs relatifs au dimensionnement du volume d'eau à mettre

en rétention.

- Le confinement des eaux d'extinction des activités de travail mécanique des métaux n'est pas assuré de manière opérationnelle (justificatif du dimensionnement à préciser, localisation de la vanne de confinement méconnue par l'exploitant, absence de procédure, absence de test, absence de formation, absence de signalisation).
- L'exploitant ne dispose pas de plan d'intervention ni de consignes en cas d'incendie/accident à destination des services de secours et de son personnel.

Le non-respect des prescriptions d'un arrêté ministériel expose l'exploitant aux suites listées aux articles L.171-8 I et R.514-4 3° du Code de l'environnement. Pour ces 4 non-conformités, il est proposé un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/1989, article 20.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
Prescription contrôlée : Un réseau d'eau suffisant doit permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés, sprincklers en rapport avec l'importance et les risques présentés par l'installation. Les débits minimaux à respecter sont de : 4 poteaux d'incendie normalisés NFC 31213 de diamètre chacun susceptible de délivrer un débit minimal de 500l/mn et une pression minimale de 1 bar en utilisation simultanée dont 3 à moins de 200 mètres de l'établissement et à moins de 400 mètres. Les prises d'eau doivent être armées et faire l'objet d'essais trimestriels. Les résultats de ces essais sont consignés dans un cahier prévu à cet effet. Ces installations doivent être complétées par des extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques (gamme technique conforme à la norme S 61.900). <u>Article 14 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 :</u> "L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :[...] c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : - des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; - des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. [...] Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau. L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie

et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ».

Constats :

Le site bénéficie d'extincteurs qui ont été vérifiés en janvier 2025 d'après le contrôle visuel par sondage réalisé sur le site. L'exploitant a communiqué les attestations de vérification des extincteurs suite à la vérification du 10/01/2025.

Les plans de localisation des extincteurs sont présents dans le nouveau bâtiment dédié aux installations de travail mécanique des métaux. L'affichage de tels plans n'a pas été constaté dans les locaux de traitement de surface.

On peut distinguer deux parties principales sur le site : l'atelier de traitement de surface dans le bâtiment historique du site, et l'atelier de travail mécanique des métaux installé dans une construction récente.

Selon l'avis technique du SDIS 25 du 27 juin 2022, relatif au permis de construire du bâtiment accueillant les installations de travail mécanique des métaux, les deux activités (correspondent chacune à un bâtiment distinct) étant séparées par une galerie de liaison de 10 mètres équipée d'une porte coupe-feu, sont considérées comme isolées l'une de l'autre en termes de risque incendie et peuvent donc faire l'objet d'un dimensionnement du volume des eaux d'extinction distinct.

Pour la partie « travail mécanique des métaux », le dimensionnement des besoins en eau a été calculé dans le cadre du permis de construire. Le formulaire D9 conclue à un débit nécessaire de 90 m³/h pendant 2 heures, soit un volume d'eau nécessaire de 180 m³. L'article 14 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif au travail mécanique des métaux prescrit *"un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils."*

D'après l'avis technique du SDIS et le porter à connaissance de l'exploitant transmis par courriel du 5 mai 2025, la défense extérieure contre l'incendie à proximité du site se compose de deux poteaux incendie :

- Un poteau de 60 m³/h situé à 100 mètres de distance du bâtiment de travail mécanique des métaux.
- Un poteau de 60 m³/h situé à 350 mètres de distance du bâtiment de travail mécanique des métaux.

L'exploitant ne dispose pas de justificatif du débit effectif des poteaux présents à proximité de son site et ne peut justifier de test de débit en simultané.

Il ne dispose pas non plus de plan de localisation des moyens de défense extérieure contre l'incendie utilisables pour la défense de son site.

Pour la partie « traitement de surface », l'exploitant n'a pas su présenter de justificatif du dimensionnement des besoins en eau d'extinction (formulaire D9). L'arrêté préfectoral du site prescrit une défense incendie extérieure assurée par 4 poteaux de 500 l/min (30 m³/h) dont 3 à moins de 200 mètres et l'autre à moins de 400 mètre. C'est-à-dire un total de 90 m³/h pendant 2 heures (besoin total de 180 m³) à moins de 200 mètres de l'installation.

L'article 14 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux installations de traitement de surface prévoit quant à lui un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures (besoin de 120 m³) à moins de 100 mètres des installations (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours).

Suite à la visite d'inspection, le centre d'incendie et de secours de Maîche s'est rendu sur place pour faire un point sur le positionnement des différents poteaux incendie à proximité du site. Cette vérification a permis de mettre en évidence la présence d'un poteau à l'entrée du chemin d'accès au site (poteau n°2). Ce poteau (d'un débit de 60 m³/h a priori), se situe à une distance d'environ 100 mètres de l'installation de travail mécanique des métaux. Il est toutefois à une distance de plus de 200 mètres de l'installation de traitement de surfaces.

D'autres poteaux sont situés à proximité (poteaux n°1, 127 et 124) mais à des distances supérieures à 200 mètres des installations et ne peuvent donc assurer la défense incendie extérieure du site.

Non-conformité : le site ne dispose pas d'un débit de 90 m³/h pendant 2h à moins de 200 mètres de toutes ses installations (traitement de surface et travail mécanique des métaux) dont 60 m³/h pendant 2h à moins de 100 mètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à faire le point sur les volumes d'eau nécessaire pour ses installations (traitement de surface et travail mécanique des métaux) en réalisant le calcul fondé sur le formulaire D9. Les volumes ne pourront être inférieurs aux volumes prescrits par les arrêtés ministériels de prescriptions générales. Ces volumes pourront faire l'objet d'une confirmation par le SDIS.

L'exploitant mettra en place, dans un délai de 5 mois, les moyens de défense extérieure contre l'incendie nécessaires pour son site d'après les volumes requis. Ces moyens seront accessibles, vérifiés et reportés sur un plan de défense incendie mis à disposition des services de secours.

Ce délai sera proposé dans un projet de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Réentions et bassin de confinement – traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > III

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas du justificatif du volume d'eau d'extinction à mettre en rétention (formulaire D9A) pour ses activités de traitement de surfaces. Ce volume est calculé au regard des besoins en eau, des volumes d'eau liés aux intempéries et au volume de liquide présent.

L'arrêté préfectoral du site prescrit un besoin hydraulique de 120 m³/h pendant 2h sous une pression résiduelle de 1 bar. Le volume minimal à prévoir en rétention est donc de 240 m³ additionné des volumes liés aux intempéries ainsi que des volumes liés aux liquides présents sur site.

L'exploitant avait indiqué lors de la visite d'inspection de mars 2025 que la rétention des eaux d'extinction était assurée par une ouverture dans le mur du bâtiment permettant l'évacuation des eaux à l'extérieur par l'intermédiaire d'un tuyau raccordé à une bache à eau de 90 m³.

Cette modalité de rétention appelle les observations suivantes :

- Le dispositif mis en place ne respecte pas les règles de l'art en matière de dimensionnement pour ce type d'installation et il ne permet pas d'assurer un volume de rétention suffisant.
- L'évacuation par une ouverture d'une si petite taille ne permet pas d'assurer une bonne évacuation des eaux au regard des débits et des risques de colmatage par des objets en flottaison.
- Le dimensionnement du tuyau d'évacuation des eaux n'est pas justifié au regard des débits et volumes requis.
- L'activité de traitement de surface comprend également l'usine de traitement des effluents aqueux et le stockage des produits chimiques. Cette partie de l'établissement ne fait pas l'objet d'une rétention dédiée aux eaux d'extinction.

L'inspection rappelle à l'exploitant que les systèmes de mise en rétention des eaux d'extinction doivent être conçus pour permettre de résister à l'action mécanique mais également physico-chimique des produits susceptibles d'y être recueillis.

Non-conformité : Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie dans l'usine de traitement de surface et l'installation de traitement des effluents aqueux (eaux d'extinction) ne sont pas collectées dans un dispositif de rétention adapté et correctement dimensionné. L'exploitant ne dispose pas des justificatifs du dimensionnement du volume d'eau à mettre en rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant communiquera à l'inspection :

<ul style="list-style-type: none"> - le justificatif du dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction (D9A) pour l'activité de traitement de surface (atelier et station de traitement ; - un plan d'action précisant les mesures correctives prévues (dimensionnement, caractéristiques techniques...) pour confiner l'ensemble des eaux susceptibles de s'écouler en cas de sinistre. <p>Dans un délai de un an, l'exploitant assurera la rétention des eaux d'extinction liées à son activité de traitement de surface et disposera de tous les justificatifs permettant d'attester du bon fonctionnement du dispositif et de son caractère opérationnel (procédure, tests, justificatifs dimensionnement...).</p> <p>Ces délais seront proposés dans un projet de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : Rétentions et bassin de confinement – travail mécanique des métaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.11
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de son porter à connaissance pour l'ajout des activités de travail mécanique des métaux, l'exploitant a présenté un calcul du dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction (formulaire D9A). Ce calcul mentionne une surface de référence (de 4 000 m²) utilisée pour le volume d'eau lié aux intempéries qui ne fait pas l'objet de justificatifs (plan de localisation des zones intégrées dans le calcul).</p> <p>Le calcul conclue à un volume total de liquide à mettre en rétention de 222 m³.</p> <p>L'exploitant indique que ce volume est confiné sur la cour de service disposant d'un reprofilage et d'une ceinture en bordure béton en surélévation. L'exploitant a présenté un plan de cette cour présentant les pentes et surfaces permettant d'assurer la rétention d'un volume de 230,5 m³.</p> <p>L'exploitant indique qu'une vanne de coupure manuelle est présente pour le confinement.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, cette vanne n'a pas été retrouvée par l'exploitant. Il ne dispose d'aucune procédure liée à son utilisation, le personnel n'a pas été formé à la manœuvrer, aucun test n'a été réalisé et elle ne fait l'objet d'aucune signalisation ou mention sur un plan d'intervention pour les secours.</p> <p>Non-conformité : le confinement des eaux d'extinction des activités de travail mécanique des métaux n'est pas assuré de manière opérationnelle (justificatif du dimensionnement à préciser, localisation de la vanne de confinement méconnue par l'exploitant, absence de procédure, absence de test, absence de formation, absence de signalisation).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 4 mois, l'exploitant veillera à assurer de manière effective et opérationnelle le confinement des eaux d'extinction de ses activités de traitement de surface par la réalisation des actions correctives suivantes :

- Préciser la surface de référence utilisée pour le volume d'eau lié aux intempéries (plan de localisation des zones intégrées dans le calcul) ;
- S'assurer de la présence d'une vanne de confinement (et à défaut mettre en place cette vanne) ;
- Mettre en place une procédure pour la manœuvre de cette vanne ;
- Justifier de la formation du personnel désigné pour la manœuvrer ;
- Mettre en place une signalisation appropriée permettant de localiser facilement la vanne ;
- Indiquer la localisation de la vanne sur un plan d'intervention à destination des services de secours et sur le plan des réseaux d'eau.

Ce délai de mise en conformité sera proposé dans un projet de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Documents pour les secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 12.IV

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas d'un plan d'intervention décrivant les dangers, la localisation des risques particuliers, les moyens de protection incendie (poteaux), les moyens de confinement des eaux, les voies d'accès...

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'un plan d'intervention est un document qui a pour objectif d'apporter des renseignements facilitant l'intervention des secours internes (équipes d'interventions) et externes (sapeurs-pompiers). Il doit être mis à disposition des secours à l'entrée du site.

Le plan d'intervention rassemble l'ensemble des plans de chaque niveau du bâtiment concerné et il permet de mettre en lumière, en plus des cloisonnements et des cheminements d'évacuation, notamment : la localisation des moyens extérieurs de défense incendie, les voies d'accès, les espaces d'attente sécurisés, les éléments résistants au feu (murs et portes coupe-feu), les baies et fenêtres accessibles de l'extérieur, les locaux à risques particuliers (stockages de produits chimiques), les dispositifs de sécurité et de protection (commande de désenfumage, vanne de confinement), l'emplacement des organes de coupures des sources d'énergie et des fluides..., les lieux ou les équipements à protéger en priorité, indispensables à la pérennité de l'entreprise (stockages de produits finis...)...

L'exploitant ne dispose pas non plus de consignes ou procédures en cas d'incendie que ce soit à destination de son personnel ou des services de secours.

Non-conformité : L'exploitant ne dispose pas de plan d'intervention ni de consignes en cas d'incendie/accident à destination des services de secours et de son personnel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 4 mois, l'exploitant mettra en place un plan d'intervention, des consignes/procédures, ainsi que l'ensemble des mesures organisationnelles nécessaires la gestion d'un éventuel sinistre sur le site.

Ce délai de mise en conformité sera proposé dans un projet de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois